

Pressions sur le festival «Cinéma du réel». Cédant à diverses pressions relayées, un temps, par le Ministère de la Culture, la BPI et la direction du Centre Pompidou ont décidé d'annuler la principale projection du film de Michel Khleifi et Eyal Sivan *Route 181*, malgré l'avis des responsables du festival. Les réactions à cet acte de censure ont obligé le Centre à programmer l'unique séance du film dans la grande salle, pleine à craquer. La projection a été suivie d'un très bon débat.

Trop, c'est trop!

LETTRE D'INFORMATION N.4 MARS 2004

Écrivains des frontières,

le très bon documentaire de Samir Abdallah et José Reynes est projeté à Paris à l'Espace Saint-Michel jusqu'au 13 avril. La séance de 19 h est suivie pratiquement tous les jours d'un débat. Renseignements sur le site: www.ecrivainsdesfrontieres.org

Témoins pour la paix

d'Abraham Ségal, film que «Trop, c'est trop!» soutient et a contribué à produire, peut être acheté en cassette VHS en contactant «Momento!» par courriel momento@wanadoo.fr ou par téléphone 01 43 66 25 24. Pour les projections publiques, il faut s'adresser à «Films en quête», par courriel mmconseils@club-internet.fr ou par téléphone 01 53 95 07 67.

Histoire de l'autre

est publié par les éditions Liana Lévi et préfacé par Pierre Vidal-Naquet. Ce livre collectif israélo-palestinien sur l'histoire des deux peuples depuis le XIX^e siècle est d'ores et déjà adopté comme manuel par nombre d'enseignants palestiniens et israéliens.

Réunions débats

Deux réunions ouvertes aux signataires de «Trop, c'est trop!»

Inscriptions souhaitée par e-mail: trop-cest-trop@laposte.net ou par fax à l'intention de «Trop, c'est trop!»: 01 42 55 51 21 ou par courrier postal: «Trop, cest trop!» Ligue des droits de l'Homme 138, rue Marcadet – 75018 Paris à l'Auditorium de l'ASIEM: 6, rue Albert de Lapparent, Paris 75 007

1. Destructures et résistances

le lundi 29 mars 2004 de 19 heures à 22 h 30

■ Vivre et résister en Palestine occupée

par Anne Brunswic, écrivain, auteur de *Bienvenue en Palestine. Chronique d'une saison à Ramallah* (à paraître chez Actes Sud en mai 2004)

■ Destructures et cloisonnement de l'espace

par Shmuel Groag, architecte et urbaniste, de l'association israélienne Bimkom (*Planners for planning rights*)

2. Un pays au service de l'armée

le mardi 27 avril 2004 de 19 heures à 22 h 30

■ L'emprise grandissante de l'armée israélienne

par Alain Joxe, chercheur, spécialiste des questions de défense

■ Éduquer contre la militarisation

par Talila Koch, de l'association féministe israélienne *New profile*

Soutien financier: chèques à l'ordre de **LDH. Trop, c'est trop!**

Adresse postale: «Trop, c'est trop!» Ligue des droits de l'Homme – 138, rue Marcadet – 75018 Paris

Adresse e-mail: trop-cest-trop@laposte.net

Site internet (de la Ligue des droits de l'Homme):

www.ldh-france.org (puis, dans le menu «Agir avec la LDH», faire

le choix «manifestations et campagnes» où vous trouverez «Trop, c'est trop!»)

ou directement nos différentes publications: http://www.ldh-france.org/agir_manifestations2.cfm?idmanif=29

et cette lettre d'information:

http://www.ldh-france.org/media/agendaManif/lettre_trop_mars_2004.pdf

Pour Genève, contre le Mur

«L'initiative de Genève» est en totale contradiction avec le mur et avec la violence des actes délibérés qui précèdent et accompagnent sa construction : des milliers de maisons détruites en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, des dizaines de milliers d'oliviers arrachés, des centaines d'exécutions ciblées avec leurs victimes «collatérales», des routes coupées, des villages asphyxiés. L'ouverture de paix et le mur de l'enfermement se trouvent en opposition comme le virtuel s'oppose au réel et l'espoir à l'impasse. Faut-il, pour autant, minimiser l'importance de cette initiative à cause d'une réalité abominable ?

Entre les deux signataires du projet d'accord, il existe une double asymétrie : Yasser Abed Rabbo, qui est proche de l'Autorité palestinienne, représente un peuple écrasé sous l'occupation ; Yossi Beilin, qui se situe à gauche de l'opposition travailliste, fait partie de la société israélienne dominante.

L'avantage – et la faiblesse – de l'initiative de Genève est qu'elle émane de personnalités politiques qui ne détiennent pas le pouvoir. Mais ce projet d'accord, largement soutenu par des forces pacifistes, des personnalités politiques et des membres influents de la société civile dans plusieurs pays européens, ouvre des brèches dans une situation bloquée et se place au centre des débats sur les perspectives de paix dans l'après Sharon-Bush. Dès à présent, ce qui se passe dans la campagne présidentielle aux États-Unis et dans la société israélienne donne à penser qu'un après-Sharon-Bush peut être envisagé et qu'un autre avenir est possible.

Selon nous, il faut appuyer l'initiative de Genève dans ses principes et son dispositif, exprimer un soutien critique pour son contenu et des réserves sur certaines formulations trop vagues. «Soutien critique» qui n'implique pas l'agrément du texte dans sa totalité et discerne à côté d'énoncés clairs (par exemple les objectifs des signataires et les mécanismes de contrôle et d'intervention pour l'application de l'accord) des manquements et du flou : notamment la reconnaissance de la responsabilité israélienne dans la Nakba, la catastrophe palestinienne de 1948, et la garantie d'une véritable égalité de droits entre les citoyens juifs et arabes d'Israël.

Au-delà de ces critiques, nous pensons qu'il convient de soutenir sans réserve la dynamique de paix et de dialogue induite par ce projet d'accord. Certains appuient médiatiquement l'initiative de Genève, alors qu'ils ont tout fait pour la rendre impossible. Nous ne nous déterminons pas par rapport à ces prises de position successives et contradictoires.

Imparfait comme il l'est, c'est-à-dire perfectible, ce texte est aujourd'hui une chance de préserver l'avenir. Mais n'oublions pas le présent. Solidaires des Palestiniens occupés et réprimés, nous ne pouvons accepter ce mur de l'apartheid qui les emprisonne et rétrécit, jusqu'à en faire une peau de chagrin, l'espace vital dans les enclaves palestiniennes. Mais nous pensons également aux Israéliens devenus prisonniers d'une logique militaire absurde car les hauts murs et les clôtures électrifiées ne peuvent empêcher les horribles attentats-suicides.

Comme pour la «feuille de route», qui s'est vite étiolée, ce mur – dure réalité et signe d'une dangereuse illusion sécuritaire – risque de transformer l'«accord de Genève» en leurre, d'en faire une chimère pour pacifistes perdus.

Nous pensons, par ailleurs, qu'il est indispensable que la partie israélienne reconnaisse solennellement le tort qui a été fait au peuple palestinien et qu'elle se déclare prête à appliquer les résolutions des Nations Unies sur le principe du droit au retour des réfugiés. Il appartient aux négociateurs de la future paix de passer du principe à ses modalités d'application.

Dans l'immédiat, nous en appelons à une intervention internationale urgente pour arrêter la construction du mur et démanteler les tronçons déjà construits à l'est de la ligne verte.

Le mur étant la contradiction absolue de l'initiative de Genève, sa négation effective sur le terrain, tous ceux qui soutiennent le projet d'accord, notamment en Europe, doivent se mobiliser contre le mur. Les pressions et les interventions publiques sont nécessaires pour arrêter le désastre. Mais, pour donner une chance à la paix et à la réconciliation, il faut que les adversaires devenus partenaires fassent chacun confiance à l'autre.

Rappelons la première phrase du préambule de l'«accord de Genève» : les deux parties réaffirment «leur détermination à mettre fin à des dizaines d'années d'affrontements et de conflits pour vivre dans une coexistence pacifique, dans le respect mutuel et la sécurité fondés sur une paix juste, durable et globale, et pour parvenir à une réconciliation historique».

Si ceux qui le veulent sont suffisamment nombreux, ce ne sera pas un rêve.